



**Clio. Femmes, Genre, Histoire**

48 | 2018

Genre et espace (post-)ottoman

---

**Gülhan BALSÖY, *The Politics of Reproduction in Ottoman Society, 1838-1900***

London, Pickering & Chatto, 2013, 180 p.

**Morgane Labbé**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/clio/15291>

ISSN : 1777-5299

**Éditeur**

Belin

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 275-278

ISSN : 1252-7017

**Référence électronique**

Morgane Labbé, « Gülhan BALSÖY, *The Politics of Reproduction in Ottoman Society, 1838-1900* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 48 | 2018, mis en ligne le 28 décembre 2018, consulté le 13 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/15291>

---

Ce document a été généré automatiquement le 13 octobre 2019.

Tous droits réservés

---

# Gülhan BALSÖY, *The Politics of Reproduction in Ottoman Society, 1838-1900*

London, Pickering & Chatto, 2013, 180 p.

Morgane Labbé

---

## RÉFÉRENCE

Gülhan BALSÖY, *The Politics of Reproduction in Ottoman Society, 1838-1900*, London, Pickering & Chatto, 2013, 180 p.

- 1 C'est un ouvrage court et dense, centré sur une thèse plus que sur une problématique – la politique de reproduction dans la société ottomane du XIX<sup>e</sup> siècle – que propose Gülhan Balsoy avec une détermination qui emporte la conviction. Le thème qui se situe au croisement de plusieurs domaines, de l'histoire des politiques de population à l'histoire de la médecine et des femmes, est cependant circonscrit à la question de la reproduction et de la sexualité des femmes ottomanes, qui, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, constitue un champ nouveau d'interventions médicale, judiciaire et institutionnelle. Ces différents registres relevaient, affirme l'auteure, d'une politisation nouvelle de la reproduction par l'État ottoman. Les prémisses apparaissent dans les années 1830 dans un contexte historique particulier marqué par une inquiétude grandissante chez les gouvernants et les élites intellectuelles sur le devenir de l'Empire ottoman, suscité d'un côté par des événements extérieurs qui ébranlent les bases territoriales de l'empire, et de l'autre par une refondation des rapports entre l'État et la société. L'auteure décrit avec précision ce contexte, à la fois pour le rendre compréhensible à des lecteurs non spécialistes de l'histoire ottomane, et pour *situer* la spécificité de la politique nataliste ottomane, évitant d'en faire, comme y cèdent souvent les travaux sur ce thème, une extension automatique et inévitable de l'État moderne. La crainte de la dépopulation, et avec elle du déclin de la puissance impériale,

qui se répandait dans les élites, était notamment causée par les pertes territoriales, et donc démographiques, consécutives aux guerres, aux soulèvements nationaux et aux indépendances acquises par les anciennes possessions d'Europe. Cette anxiété se trouvait aussi liée à la réforme dite des Tanzimat qui devait conduire l'État ottoman dans la voie de la modernité, par la profonde réorganisation de l'administration, la fiscalité et la justice. Dans cette période charnière, la population détient une place centrale : elle est vue, souligne Balsoy, comme la source de la richesse nationale. Peut-être l'auteure aurait-elle dû rappeler que ce sens n'était pas nouveau, il était au cœur de la pensée populationniste de tous les régimes absolutistes ; en revanche, comme elle le pressent aussi, apparaît au XIX<sup>e</sup> siècle une acception nouvelle de la population qui en fait une variable-clé dans les modèles économiques, adossée à une représentation tout aussi nouvelle de la régulation des ressources. En ce sens, bien que l'auteure ne s'y réfère pas, les réflexions de Foucault sur la gouvernementalité trouvent, dans ce cadre ottoman étranger à sa théorie, une confirmation frappante et qui, par contrecoup, permet de remettre en cause les conceptions historiographiques traditionnelles sur l'archaïsme des empires.

- 2 C'est cette conjonction paradoxale entre crainte de la dépopulation, réforme de l'État impérial et politisation de la reproduction, qui délimite le cadre de l'ouvrage et le rend tout à la fois percutant et démonstratif. Les chapitres du livre, organisés selon une trame chronologique et thématique, abordent les principaux registres de cette politique ; l'auteure revendique une approche par le genre, encore pionnière dans l'historiographie ottomane. Elle ne se contente pas d'en faire une adhésion de principe mais décrit les éclairages concrets apportés par la méthode, comme l'attention à des catégories de femmes, des pratiques d'*agency*, et avec elles des sources négligées.
- 3 Ce sont précisément les sages-femmes souvent marginalisées dans l'histoire de la médecine, que visèrent les premières mesures de l'État qui les accusait d'être responsables de la forte mortalité infantile et maternelle, et surtout de pratiquer des avortements. Faute de moyens pour leur donner la formation souhaitée, les autorités règlementèrent leurs activités et délivrèrent des licences à celles qui soumettaient leurs pratiques au contrôle des autorités médicales. De ce fait étaient distinguées les sages-femmes agréées par l'État et les autres, base d'une dichotomie reprise dans des discours qui présentaient ces dernières comme des accoucheuses traditionnelles aux pratiques contraires à la science, exposant mères et nouveaux-nés à des risques élevés de mortalité. Le second registre d'intervention de l'État porta sur la médicalisation de la grossesse et de l'accouchement. Là aussi, aux manques de moyens – l'ouverture d'une maternité à Istanbul fut sans cesse repoussée – répondit une autre stratégie : l'essor d'une littérature prescriptive dont les recommandations *disciplinaient* en termes d'hygiène la sexualité de la femme. Cette conception médicale s'accrut à la fin du siècle en s'étendant à la question de la stérilité. Le nouveau discours sur la santé de la mère et de l'enfant, signale pertinemment l'auteure, sera le vecteur, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, d'idées eugénistes sur la formation de futures générations performantes. C'est enfin sur l'avortement, tenu pour la cause de la dépopulation, que l'État intervint. Balsoy rend compte de changements progressifs – passage d'une question relevant de la loi islamique, au demeurant plus tolérante, à l'État, dont l'action se limita d'abord à être incitative. L'avortement fut criminalisé plus tard, en 1858, avec le nouveau code pénal édicté dans le cadre des lois du Tanzimat, attestant ainsi de ce lien entre construction de la modernité étatique et intervention dans la vie reproductive.

- 4 Alors que les sources sont rares, principalement issues des autorités judiciaires, médicales et administratives, Balsoy parvient à saisir des changements qui s'avèrent riches d'informations. Ainsi, sur l'avortement, elle indique la tournure sociale que prit le débat quand certains soulignèrent le poids des conditions matérielles et de la pauvreté dans les familles qui y recouraient, et en conséquence, proposèrent des aides financières. Ce dédoublement d'une politique de surveillance et de sanction avec une politique de protection et d'assistance, est un point que l'auteure souligne très justement. Elle l'évoque de nouveau à propos des institutions, créées ou transformées, pour encadrer les interventions des autorités médicales, que ce fût des hôpitaux qui accueilleraient des femmes seules et pauvres, agrandies en maternités, ou bien des établissements philanthropiques et caritatifs d'aide aux mères et enfants pauvres relayant un message nataliste.
- 5 L'un des apports les plus significatifs de l'approche du genre est de rendre compte des formes d'*agency* développées par les femmes. Bien que le terme soit devenu très courant, il convient bien dans le cas ottoman pour décrire des capacités d'action dans des situations d'inégalité et de domination. L'exemple des sages-femmes donné par Balsoy est à cet égard d'autant plus remarquable que les sources non officielles sont rares. Placées par les nouvelles réglementations au dernier échelon de la hiérarchie médicale, et autorisées à exercer dans des limites strictes, elles surent faire de leur licence et de la formation qu'elle sanctionnait, des marqueurs de privilèges et de droits, non seulement vis-à-vis des autres sages-femmes non agréées mais aussi des autorités, pour revendiquer pensions et compensations. À un niveau plus théorique, la catégorie d'*agency* qui s'oppose à celle de groupes dominés exclus et passifs, permet aussi de voir comment l'intervention sans équivalent de l'État dans la vie intime des femmes, pour lier leur « fonction » reproductive à l'État et ses générations futures, leur accorda en même temps une reconnaissance, leur délégua la capacité d'adapter leur comportement à cette fin, en un mot une citoyenneté. De ce point de vue, Balsoy rejoint des réflexions qui étaient déjà défendues, depuis les travaux pionniers de Gisela Bock, dans d'autres études de genre. Mais l'historiographie progresse sur chaque terrain spécifique et c'est en cela qu'elle n'est pas ici une répétition. En conclusion, le livre de Balsoy est une contribution majeure aux différents domaines de l'histoire qu'il couvre, que ce soit celui des politiques de reproduction, de la médecine ou des femmes. Il montre la pertinence de l'approche de genre pour ces domaines particuliers mais également pour l'histoire politique de l'Empire ottoman du XIX<sup>e</sup> siècle ; enfin, par ricochet il apporte un désenclavement salutaire à une histoire des politiques natalistes encore trop centrée sur quelques cas occidentaux.

---

## AUTEURS

**MORGANE LABBÉ**

EHESS, Centre de Recherches Historiques